

indiqueront quand le moment sera venu de rouvrir les sports sud-africains à la compétition internationale. Il semble que cette réadmission se fera probablement sport par sport. Le Comité a convenu que le Commonwealth devait s'employer de façon prioritaire à appuyer et à encourager les discussions sur l'unité au sein des organisations sportives sud-africaines.

Pour favoriser le processus de changement négocié, le Comité a décidé en outre de fournir des conseils en matière constitutionnelle ainsi que des fonds pour la recherche et les conférences visant la création d'une société démocratique et non raciste en Afrique du Sud. Le Canada fournit 1,8 million de dollars à ces activités en 1990-1991 et leur a réservé 2,3 millions pour l'an prochain. En outre, le Canada s'est engagé à verser 5,8 millions de dollars pour faciliter le retour des exilés et la réintégration des prisonniers politiques libérés.

Les ministres du Commonwealth ont également accueilli avec satisfaction le rapport provisoire du Groupe d'experts sur le développement des ressources humaines pour l'Afrique du Sud de l'après-apartheid. Ce groupe, que le Comité a établi lors de sa réunion d'Abuja, est présidé par un Canadien, M. John Harker. Nous avons appuyé l'appel du Groupe en faveur de l'établissement immédiat d'un programme de formation et d'affectation destiné à préparer les Noirs sud-africains à assumer des postes supérieurs dans un gouvernement post-apartheid.

La réunion a montré la détermination commune des pays du Commonwealth. Le concept de «l'approche progressive» est un développement important pour le Commonwealth et pour la communauté internationale. Les sanctions ont permis de susciter les changements déjà observés, et elles resteront cruciales pour assurer le démantèlement de l'apartheid.

L'Afrique du Sud est déjà très différente de ce qu'elle était. Mais elle a encore beaucoup de chemin à parcourir. Le Canada a toujours contribué à provoquer ces changements; nous entendons poursuivre nos efforts en ce sens.